

Appel d'urgence pour le soutien au journalisme et aux médias

Alors que le rôle des journalistes et des médias est plus que jamais vital dans le contexte de crise globale engendrée par la pandémie de Covid-19, les organisations soussignées rendent hommage à celles et ceux qui travaillent sans relâche pour contribuer à l'information du public et appellent à un soutien solide du journalisme indépendant.

Des millions de personnes dans le monde entier sont à la recherche d'un journalisme fiable, basé sur les faits et sensible à la dimension du genre, qui puisse les aider à relever le plus grand défi commun de notre vie. Le besoin d'informations crédibles n'a jamais été aussi grand et aussi urgent que pendant cette pandémie. L'accès à une information de qualité et en temps utile est impératif en période de crise sanitaire mondiale ; c'est l'un des principaux piliers nécessaires pour ralentir la propagation de ce virus, atténuer ses effets et soutenir les réponses collectives de la société. Le journalisme est également le meilleur antidote pour lutter contre la désinformation qui alimente la pandémie.

Mais en ce moment crucial, les médias indépendants sont confrontés à un défi existentiel sans précédent. Avec la tempête de désinformation et de mésinformation, la répression des voix critiques dans de nombreux pays, et les perturbations causées par la crise du COVID-19, la situation à laquelle sont confrontés le journalisme et les médias d'information est désastreuse. Les revenus de ces institutions s'effondrent et le financement diminue au moment même où nous en avons le plus besoin.

En réponse à ces défis, nous, les organisations de soutien à la liberté de la presse, au développement des médias et au journalisme, lançons un appel urgent à toutes celles et ceux qui sont en mesure de soutenir les organisations de journalisme et les médias indépendants, en particulier ceux qui fournissent des informations et des reportages professionnels et essentiels pendant la crise du COVID-19.

1. Nous appelons les gouvernements à :

1.1. Respecter les Droits Humains fondamentaux : Respecter pleinement, sauvegarder et permettre les droits à la liberté de la presse et à la liberté d'expression, l'État de droit, l'accès à l'information, la vie privée et les droits numériques, et ne les restreindre que dans la mesure où les normes internationales le permettent¹. Ne pas se livrer à des pratiques qui portent atteinte à ces libertés - notamment en surveillant et en contrôlant les journalistes et leurs sources. Les gens ont besoin d'informations indépendantes auxquelles ils peuvent faire confiance, et les réponses à cette crise seront plus efficaces et bénéficieront d'un plus grand soutien du public si elles sont soumises à un contrôle indépendant, à l'ouverture et à la transparence².

1.2. Assurer l'accès à l'information : Permettre aux journalistes qui couvrent cette pandémie d'exercer leur liberté de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations sans être harcelés, intimidés ou attaqués³. Envisager, le cas échéant, de désigner les journalistes et les travailleurs des médias comme des travailleurs clés ou essentiels⁴. Les autorités responsables devraient également mettre à la disposition des journalistes des informations précises sur cette pandémie mondiale et les réponses des États à celle-ci, afin de faciliter encore davantage le droit des citoyens à accéder à l'information. Cela

¹ <https://rm.coe.int/sg-inf-2020-11-respecting-democracy-rule-of-law-and-human-rights-in-th/16809e1f40>, https://en.unesco.org/sites/default/files/unesco_covid_brief_en.pdf, and https://freedex.org/wp-content/blogs.dir/2015/files/2020/04/A_HRC_44_49_AdvanceEditedVersion.pdf

² <https://www.opengovpartnership.org/news/statement-on-the-covid-19-response-from-civil-society-members-of-ogp-steering-committee/>

³ <https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/press-releases/article/exposed-the-crisis-facing-journalism-in-the-face-of-covid-19.html>

⁴ Voir A/HRC/44/49, paragraph 37: https://freedex.org/wp-content/blogs.dir/2015/files/2020/04/A_HRC_44_49_AdvanceEditedVersion.pdf

inclut la tenue de conférences de presse ouvertes, en veillant à ce que tous les médias aient accès aux officiels et aux autres sources d'information.

1.3 Libérer les journalistes emprisonnés : Il est essentiel que tout État qui continue à criminaliser le journalisme, libère tous les journalistes emprisonnés⁵, y compris ceux qui sont détenus ou condamnés sous le prétexte d'interdire la diffamation ou de lutter contre le terrorisme, et ne poursuive pas ces affaires pendant la pandémie, étant donné le risque supplémentaire que représente la détention⁶.

Sur la durabilité du journalisme d'intérêt public :

- 1.4. Apporter un soutien financier : Travailler avec le journalisme, les médias et les organisations de la société civile pour évaluer les dommages que le COVID-19 inflige à la fourniture d'informations vitales au public et la durabilité du journalisme et des organisations de médias d'information. Concevoir des mécanismes appropriés pour apporter d'urgence un soutien financier aux médias qui produisent du journalisme d'intérêt public, leur permettant d'engager ou de garder des reporters, des rédacteurs et des producteurs qui couvrent le COVID-19 et les questions connexes, et de toucher des publics mal desservis. Le soutien au journalisme local, à la santé et aux reportages d'investigation est particulièrement important. Il faut s'assurer que ce soutien est juste et transparent, qu'il est accordé sans favoritisme, qu'il ne compromet pas l'indépendance éditoriale et qu'il ne fausse pas le marché. Parmi les exemples, on peut citer les exonérations de TVA, les allègements fiscaux⁷, les procédures simplifiées de passation des marchés publics, les régimes de sécurité sociale fiables pour les journalistes et les travailleurs des médias indépendants⁸, la délivrance d'un statut fiscal d'organisme à but non lucratif aux organisations de journalisme et de médias d'intérêt public, et d'autres formes de soutien qui peuvent alléger la pression financière sur les organisations de journalisme et les médias indépendants⁹.
- 1.5 Répartir équitablement la publicité publique : Continuer à publier et à diffuser des campagnes de sensibilisation à la santé publique et des messages d'intérêt public par le biais de la publicité. Mais, comme pour toute utilisation de fonds publics, soyez transparent et évitez les conflits d'intérêts – comme de favoriser vos alliés et vos partisans.

2. Nous appelons les donateurs et les bailleurs de fonds du journalisme et du développement des médias à :

- 2.1. Augmenter les financements et la flexibilité : Augmenter et distribuer des financements aux organisations de journalisme et aux médias indépendants, ou aux organisations les mieux placées pour soutenir financièrement les médias indépendants, en particulier dans les milieux pauvres en ressources (bien que des problèmes similaires affectent les médias partout).

⁵ <https://cpj.org/campaigns/free-the-press/>

⁶ https://freedex.org/wp-content/blogs.dir/2015/files/2020/04/A_HRC_44_49_AdvanceEditedVersion.pdf

⁷ <https://europeanjournalists.org/blog/2020/04/08/efj-calls-on-eu-and-governments-to-fight-the-covid-19-crisis-in-the-media-sector/>

⁸ <https://bit.ly/3aOzpzB>

⁹ For guidance on how to support an environment conducive to quality, ethical journalism, governments should refer to the governance standards outlined in the Journalism Trust Initiative (<https://jti-rsf.org/en/>), and take inspiration from recommendations made in the Council of Europe's draft recommendation on promoting a favourable environment for quality journalism in the digital age (<https://rm.coe.int/msi-joq-2018-rev7-e-draft-recommendation-on-quality-journalism-finalis/168098ab76>) and its declaration on financial sustainability of quality journalism in the digital age (https://search.coe.int/cm/pages/result_details.aspx?objectid=090000168092dd4d), as well as similar initiatives.

Envisager d'accroître le soutien aux bénéficiaires de subventions et aux organisations intermédiaires existants, ainsi qu'à ceux qui ont la capacité et les systèmes nécessaires pour augmenter rapidement les subventions secondaires accordées au journalisme et aux médias d'information. En plus d'augmenter le financement du soutien aux médias par le biais de leurs instruments existants, les donateurs devraient envisager de créer un fonds d'urgence pour aider les médias d'intérêt public à survivre en cette période de crise et jeter les bases d'une future réponse à la crise. Les donateurs devraient coordonner et mettre en commun les ressources d'urgence afin de maximiser l'efficacité, l'agilité et la hiérarchisation des priorités. Il faut également veiller à ce que les représentants du secteur du journalisme et des médias, les organisations de soutien au journalisme et de développement des médias soient inclus dans tout système de coordination de l'aide mis en place par les donateurs.

- 2.2.** Assurer le respect de l'indépendance éditoriale : Les donateurs qui se concentrent sur les programmes humanitaires et de santé publique devraient envisager d'allouer un soutien aux médias locaux qui peuvent s'engager auprès des communautés dans le besoin, et qui peuvent fournir des programmes dans des formats et des langues appropriés pour informer et engager les communautés. Sachez que le financement de programmes peut, par inadvertance, orienter les choix éditoriaux. Respectez et comprenez la valeur de l'indépendance éditoriale et prenez en considération les besoins à long terme et la durabilité des médias que vous soutenez
- 2.3.** Inclure le soutien aux médias dans la réponse au COVID-19 : Renforcez votre reconnaissance de l'importance des médias et du journalisme pour une information de qualité pour tous les citoyens en positionnant fermement le soutien au secteur dans le cadre du financement global lié au COVID-19. Toutefois, assurez-vous de tirer les leçons des crises précédentes et d'éviter les pièges consistant à ne concevoir et à fournir un soutien aux médias que dans le contexte de la communication sanitaire de crise.
- 2.4.** Répondre aux besoins structurels à long terme : Prévoyez l'allocation de ressources substantielles au journalisme et au soutien aux médias lors de la conception de vos programmes et budgets pour les années à venir. La crise est immédiate, mais elle fait également suite à une crise à plus long terme. Veuillez chercher à augmenter et à distribuer un financement de base et flexible à long terme, ainsi qu'une aide au renforcement des capacités, aux organisations de journalisme et aux médias indépendants, ou aux organisations les mieux placées pour soutenir financièrement les médias indépendants¹⁰. Il s'agit notamment d'accroître le soutien aux bénéficiaires de subventions et aux organisations intermédiaires existants, et d'étendre le soutien à ceux qui ont la capacité et les systèmes nécessaires pour augmenter les subventions secondaires aux médias, comme les fonds communs ou d'urgence¹¹, et le Fonds international pour les médias d'intérêt public récemment proposé.¹²

3. Nous appelons les organisations de médias et de journalisme à :

- 3.1.** Veiller à ce que les travailleurs des médias puissent exercer leur activité en toute sécurité : Les employés et les pigistes doivent disposer d'équipements de protection, d'une formation et de directives de sécurité claires. La crise du COVID-19 souligne la responsabilité des organisations

¹⁰ <https://gfmd.info/gfmd-submits-joint-statement-on-donor-assistance-to-media-development/>

¹¹ <https://internews.org/updates/internews-launches-rapid-response-fund-support-local-journalism-worldwide>, <https://civitates-eu.org/independent-public-interest-journalism>, and <https://gfmd.info/emergency-funding-to-support-media-during-the-covid-19-pandemic/>

¹² <https://www.bbc.co.uk/mediaaction/publications-and-resources/policy/briefings/feasibility-study-ifpim>

de presse envers tous les journalistes et travailleurs des médias, mais aussi leur devoir envers les personnes dont nous rendons compte. La sécurité passe avant tout.

- 3.2.** Protéger les emplois et adapter les environnements de travail : Travailler avec les syndicats et d'autres acteurs pour trouver des moyens d'éviter les licenciements dûs à des pertes de revenus. Profitez des régimes de congé¹³, lorsqu'ils existent, et d'autres aides, dans la mesure du possible, pour éviter les pertes d'emploi. Adapter les salles de rédaction pour permettre le travail à domicile lorsque cela est possible, en particulier lorsque les gouvernements mettent en place des protocoles de maintien à domicile ou d'éloignement physique. Les dispositions doivent prendre en considération les implications de ces nouveaux environnements de travail en termes de genre. Les femmes sont en grande partie les principales dispensatrices de soins à domicile, et les plus susceptibles d'être responsables des soins aux enfants et aux personnes âgées qui sont malades, qui rentrent chez elles après l'école ou qui sont isolées. Reconnaissez que le fait de travailler chez soi, de couvrir des histoires à haut risque ou d'être exposé à une infection peut être à la fois isolant et aliénant. À ce titre, veillez à ce que les employés et les travailleurs indépendants aient accès à un soutien psychosocial ou de santé mentale approprié.
- 3.3.** Servir votre public : Continuez à vous demander comment vous pouvez trouver de nouvelles façons d'être pertinent et utile pour le public ainsi que pour la réponse globale. Fournissez des conseils pratiques parallèlement à l'actualité, et mettez en évidence les solutions aux défis comme aux problèmes. Soyezⁱ en première ligne dans la lutte contre la désinformation et la mésinformation. Organisez une action collective et mettez en commun les ressources si c'est la manière la plus efficace de réagir et de persévérer. L'heure est à la collaboration, et non à la concurrence.
- 3.4.** Reconnaître la diversité : Servez toutes les composantes de votre communauté en reconnaissant que, si la pandémie de COVID-19 touche tout le monde, elle est particulièrement dévastatrice pour les communautés marginalisées et exagère les inégalités socio-économiques (souvent liées à l'ethnicité et au sexe) qui sont antérieures à la pandémie. Nous devrions nous laisser guider par les preuves et contester les récits trompeurs selon lesquels la crise affecte la société de manière égale¹⁴. Assurez-vous que votre journalisme inclut les perspectives et les voix des femmes et des groupes marginalisés et que vous engagez des journalistes de différents horizons et spécialisations qui peuvent rendre compte avec précision de la façon dont la maladie et les retombées économiques touchent de façon disproportionnée les personnes de couleur, la classe ouvrière, les immigrants et les autres communautés marginalisées. Créez une base de données d'expertes en santé et d'expertes économiques pour éviter les préjugés sexistes dans les médias.

4. Nous faisons appel aux entreprises et intermédiaires des secteurs de la technologie, des télécommunications et de l'Internet pour :

- 4.1.** Respecter les droits fondamentaux et numériques : Garantir et sauvegarder les libertés numériques fondamentales, y compris la vie privée, la protection des données et la cybersécurité, et ne pas se livrer à des pratiques qui portent atteinte à ces libertés - notamment en surveillant et

¹³ Les régimes de congé ont été utilisés pendant la crise pour accorder des congés temporaires aux employés en raison de la chute spectaculaire des recettes et des prévisions économiques générales. Certains régimes de congé sont soutenus par l'État, ce qui signifie que l'État couvre tout ou partie des salaires des employés.

¹⁴ <https://www.media-diversity.org/covid-19-race-class-and-the-great-equalizer-myth/>

en contrôlant les journalistes et leurs sources. Faites tout votre possible pour permettre aux journalistes, aux organisations journalistiques et aux médias indépendants de disposer d'espaces numériques libres, sûrs et sécurisés.

- 4.2. Remodeler les algorithmes et les pratiques de modération : Assurez-vous que vos algorithmes et vos modérateurs reconnaissent les sources d'information crédibles, y compris les médias et les organisations de journalisme indépendants et dignes de confiance. Prévenez les retraits automatisés de contenu journalistique lié au COVID-19, notamment par des processus algorithmiques. De tels retraits érodent la capacité du public à accéder à l'information et nuisent au journalisme et aux organisations de médias qui doivent alors consacrer des ressources précieuses à la résolution de litiges liés au contenu qui pourraient plutôt être orientés vers le reportage. Renforcer la transparence et les procédures de notification ainsi qu'accélérer les procédures d'appel et de recours.
- 4.3. Gérer la technologie des "Blacklists" de manière responsable : Travailler avec les annonceurs pour mettre fin à l'utilisation des techniques de "blacklists" afin d'empêcher les publicités de paraître à côté d'articles crédibles de journalisme et de médias d'information qui mentionnent la pandémie de COVID-19 et d'autres questions sanitaires et sociales critiques.
- 4.4. Soutenir le journalisme : Le cas échéant, initier ou augmenter le financement du journalisme indépendant d'intérêt public, de la vérification des faits et d'autres mesures visant à contrer la désinformation et la mésinformation, ainsi qu'accélérer l'octroi de subventions pour donner la priorité aux organes d'information qui travaillent à la résolution de la crise sanitaire mondiale.
- 4.5. Inverser les incitations commerciales qui sont discriminatoires à l'égard du journalisme : Créer des mécanismes permettant de vérifier la crédibilité des acteurs en ligne, et inverser les incitations existantes pour permettre aux médias de monétiser le journalisme d'intérêt public et les contenus de haute qualité. Envisager des changements politiques fondamentaux tels qu'investir davantage dans l'identification et la démonétisation des acteurs malveillants, et empêcher les acteurs malveillants d'utiliser des publicités numériques et programmatiques pour financer la diffusion de la désinformation et de la mésinformation.¹⁵
- 4.6. Assurer l'accessibilité de l'internet à tous : Donner la priorité au maintien de l'accessibilité et de la connectivité de l'internet, et promouvoir le droit d'accès à l'information. À ce titre, nous demandons instamment aux fournisseurs de télécommunications de réduire le coût de la connectivité à l'Internet - en particulier dans les marchés émergents et en développement et dans les communautés à faible revenu - afin de permettre aux utilisateurs d'accéder aux nouvelles et aux informations quel que soit leur statut économique, et de permettre aux journalistes de travailler à domicile.

5. Nous appelons les annonceurs à :

- 5.1. Gérer de manière responsable la technologie des "Blacklists" : Travailler avec les entreprises médiatiques et les agences de publicité pour trouver des solutions à l'inscription sur liste noire de sujets sur le COVID-19 ou d'autres contenus liés aux reportages d'actualité, et cesser d'utiliser la

¹⁵ Pour des conseils sur la manière de soutenir un environnement propice à la qualité, le journalisme éthique, voir :

<https://jti-rsf.org/en/>, <https://rm.coe.int/msi-joq-2018-rev7-e-draft-recommendation-on-quality-journalism-finalis/168098ab76>, et https://search.coe.int/cm/pages/result_details.aspx?objectid=090000168092dd4d), ainsi que des initiatives similaires.

technologie des "blacklists" pour empêcher les publicités d'apparaître à côté de reportages crédibles et d'articles de presse qui mentionnent la pandémie de COVID-19 et d'autres questions sanitaires et sociales critiques en ligne. Cette mesure est conforme à notre appel similaire aux plateformes technologiques et aux entreprises de télécommunications (voir 4.3 ci-dessus).

5.2. Changer la façon dont vous mesurez et valorisez l'engagement : Construisez votre réputation de marque à long terme en vous détournant de la publicité ciblée par programme, par clic/visualisation et/ou par cookies. Le journalisme offre une valeur aux marques au-delà du simple trafic et offre un environnement sûr pour l'exposition de la marque et l'impact commercial et sociétal.

5.3. Faire de la publicité par l'intermédiaire de médias fiables : Ayez pour politique d'inclure le plus grand nombre possible de médias de qualité, en particulier au niveau local, dans vos dépenses de publicité numérique. Travaillez avec United for News¹⁶, la Journalism Trust Initiative¹⁷ ou les associations locales de journalisme sur chaque marché pour ajouter des organes d'information locaux et réputés à vos listes d'inclusion publicitaire¹⁸. Renforcez les relations publicitaires directes existantes avec des médias de qualité et examinez vos "listes de blocage" de programmes pour développer une approche plus subtile de vos préoccupations en matière de sécurité de la marque en vous assurant que vous ne bloquez pas totalement les nouvelles. C'est le moment de soutenir les médias au-delà des intérêts et des impératifs commerciaux.

Et enfin, à toutes celles et ceux qui, où qu'ils soient, lisent, regardent ou écoutent des médias et services d'information fiables - grands et petits, locaux et internationaux, imprimés, numériques ou diffusés :

Nous vous demandons de contribuer, dans la mesure du possible, au journalisme et aux organes d'information que vous lisez, regardez ou écoutez régulièrement ou à toute organisation d'information à but non lucratif sur laquelle vous comptez également pour être informé pendant cette crise sanitaire mondiale. La collecte d'informations est difficile et coûteuse en temps normal, et elle l'est encore plus aujourd'hui. Nous savons qu'il est difficile de demander ce type d'aide en ces temps difficiles. La pandémie a laissé des dizaines de millions de personnes sans revenus à un moment où elles ont un besoin aigu d'un abri sûr, de nourriture et - pour beaucoup - de traitement médical. Payer pour des informations peut sembler un luxe inabordable en ce moment, mais nous avons plus que jamais besoin de ces journalistes et de ces services d'information - et ils ont besoin de nous.

SIGNÉ PAR (par ordre alphabétique):

1. ACOS Alliance
2. Africa Media Development Foundation (AMDF)
3. African Declaration on Internet Rights and Freedoms Coalition (AfDec)
4. African Editors Forum
5. African Media Initiative
6. African Rights Watch
7. AfroLeadership
8. Albanian Media Institute (AMI)
9. Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ)

¹⁶ <https://www.unitedfornews.org/>

¹⁷ <https://jti-rsf.org/en/>

¹⁸ <https://www.weforum.org/agenda/2020/05/covid-19-is-devastating-local-news-heres-how-advertisers-can-help>

10. ARTICLE 19
11. Asociatia Eurolife Romania
12. Association des Journalistes de Guinée (AJG)
13. Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (AMARC)
14. Association of Caribbean Media Workers (ACM)
15. Association of Independent Press (API) – Moldova
16. Association of the Environment and Ecological Tourism Journalists of the Republic of Moldova (AJMTEM)
17. ASUTIC Senegal
18. BaleBengong, Indonesia
19. Balkan Investigative Reporting Network (BIRN)
20. Bangladesh NGOs Network for Radio and Communication (BNNRC)
21. Bev Gavenda
22. Bivol, Bulgaria
23. Bloggers Association of Kenya (BAKE)
24. Broadcasting, Electronic, Media, & Allied Workers Union (BEMAWU)
25. Camerapix
26. Center for Investigative Reporting (CIN), Bosnia and Herzegovina
27. Centre for Democracy and Rule of Law (CEDEM), Ukraine
28. Centre for Human Rights (University of Pretoria)
29. Centre for Law and Democracy (CLD)
30. Centre for Peace and Conflict Management in Africa
31. Centro Latinoamericano de Investigación Periodística (CLIP)
32. CFI – Agence Française de Développement Médias
33. Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA)
34. Columbia Global Freedom of Expression
35. Committee to Protect Journalists (CPJ)
36. Community Media Forum Europe (CMFE)
37. Community Media Network (CMN), Jordan
38. Cooper Platform, Nigeria
39. CREOpoint AI, U/EU
40. Cyprus Online Media Association
41. Danes je Nov Dan, Inštitut za Druga Vprašanja
42. Daphne Caruana Galizia Foundation
43. Development Communications (DevComs) Network, Nigeria
44. DW Akademie
45. Equal Access International
46. Eté Checagem
47. Ethical Journalism Network (EJN)
48. European Centre for Press and Media Freedom (ECPMF)
49. European Federation of Journalists (EFJ)
50. European Journalism Centre (EJC)
51. Fathm
52. Fojo Media Institute, Linnaeus University
53. Fondation Hironnelle
54. Free Press Action
55. Free Press Unlimited (FPU)
56. Freedom House
57. Frontline Freelance Register (FFR)
58. Fundación Gabo (Gabriel García Márquez Foundation)
59. Fundación para la Libertad de Prensa (FLIP)
60. Fundamedios
61. Fundamedios U.S.

62. Ghana Journalists Association
63. Gisa Group (Khartoum, Sudan)
64. Global Forum for Media Development (GFMD) *and on behalf of its 200 members*
65. Global Investigative Journalism Network (GIJN)
66. Global Voices
67. Globe International Center, Mongolia
68. Gulf Centre for Human Rights (GCHR)
69. Hapakenya
70. Hetq – Investigative Journalists of Armenia
71. Humanity United
72. IDEM Institute for Media, Democracy, and Cultural Exchange
73. Independent Association of Georgian Journalists
74. Independent Journalism Center, Moldova
75. Independent Media Trade Union of Ukraine (IMTUU)
76. Institut Panos Grands Lacs (IPGL)
77. Institute of Mass Information (IMI), Ukraine
78. Inter Africa Network for Women, Media, Gender, and Development (FAMEDEV)
79. International Association of Women in Radio and Television (IAWRT)
80. International Center for Journalists (ICFJ)
81. International Media Development Advisors (IMDA)
82. International Media Support (IMS)
83. International Press Institute (IPI)
84. International Women's Media Foundation (IWMF)
85. Internet Sans Frontieres
86. Internews
87. Internews Ukraine
88. Investigative Reporting Lab
89. Investigativne Centrum Jána Kuciaka
90. Iraqi Journalists Rights Defense Association (IJRDA)
91. Jamii Forums, Tanzania
92. JAMnews, the Caucasus region
93. Kijiji Yeetu, Kenya
94. La Benevolencija Great Lakes
95. La Voz de Guanacaste
96. LabMedia
97. MADA – the Palestinian Center for Development and Media Freedoms
98. Maharat Foundation
99. MANS, Montenegro
100. Marie Colvin Journalists' Network
101. Media Action Nepal
102. Media Alliance of Zimbabwe (MAZ)
103. Media and Information Bureau (MIB), Sierra Leone
104. Media Association for Peace (MAP), Lebanon
105. Media Development Investment Fund (MDIF)
106. Media Diversity Institute (MDI)
107. Media Foundation 360
108. Media Foundation for West Africa (MFWA)
109. Media Innovation Studio
110. Media Institute for Southern Africa – Zimbabwe (MISA Zimbabwe)
111. Media Matters for Democracy (MMfD)
112. Media Monitoring Africa
113. Media Rights Agenda (MRA)

114. Mediacentar Sarajevo
115. MediaWise Trust
116. Myrealeurope.press
117. n-ost – Border Crossing Journalism
118. Namibia Media Trust (NMT)
119. National Council of Television and Radio Broadcasting of Ukraine
120. National Union of Journalists of Ukraine
121. New Narratives
122. News Agency "Journalists Against Corruption" (Ukraine)
123. Newsgain
124. NGO Human Rights Platform
125. Norsk Redaktørforening | Association of Norwegian Editors
126. OnlineSOS
127. Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP)
128. Osservatorio Balcani e Caucaso Transeuropa (OBCT)
129. Ossigeno per l'Informazione
130. OŠTRO – Center for Investigative Journalism in the Adriatic Region
131. Pacific Freedom Forum (PFF)
132. Pakistan Press Foundation (PPF)
133. Panos Institute Southern Africa (PSAf)
134. Panos Institute West Africa
135. Panos South Asia
136. Pariwartan Sanchar Samuha
137. PEN America
138. PEN International
139. Press Club Brussels Europe
140. Presseclub Concordia, Austria
141. Public Media Alliance (PMA)
142. Radio Orange 94.0
143. Radio Tuungane de Minembwe (RTM)
144. Regional Press Development Institute, Ukraine
145. Reporters Without Borders (RSF)
146. Réseau Marocain des Journalistes d'Investigation
147. Rethink Africa Foundation
148. RISE Project Romania
149. RNW Media
150. Rory Peck Trust
151. RosKomSvoboda
152. Rural Media Network Pakistan (RMNP)
153. Samir Kassir Foundation – SKeyes Center for Media and Cultural Freedom
154. SembraMedia
155. Somali Media Women Association (SOMWA)
156. Somaliland Journalists Association (SOLJA)
157. SOS Support Public Broadcasting Coalition South Africa
158. Sourcefabric z.u.
159. Souspilst Foundation
160. South East Europe Media Organisation (SEEMO)
161. South East European Network for Professionalization of Media (SEENPM)
162. Stanley Center for Peace and Security
163. Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM)
164. Tanzania Media Practitioners Association (TAMPA)
165. Thomson Foundation

166. Toloka NGO/Studio Toloka
 167. Transitions Online
 168. United for News
 169. VIKES – the Finnish Foundation for Media and Development
 170. Villes et Communes
 171. World Association of News Publishers (WAN-IFRA)
 172. World Watch Monitor
-